

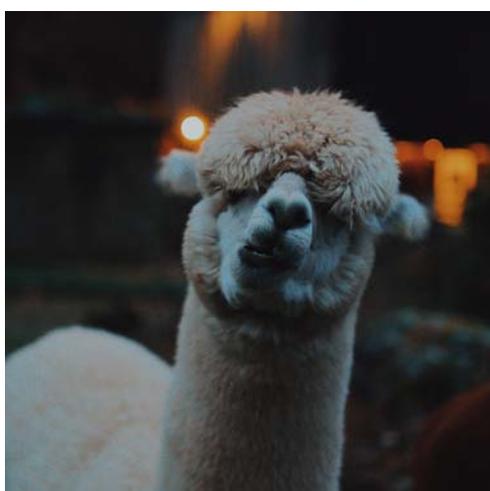


[> Les blogs du « Diplo »](#) > [La pompe à phynance](#)

Perspectives (II)

Ils ne lâcheront rien

par Frédéric Lordon, 5 mai 2020



Partout de salutaires appels, des tribunes, des textes : après devra être différent, nous ne retournerons pas à la normale, il faut ne pas redémarrer comme avant. C'est bien. L'ennui peut-être, c'est qu'on ne trouve pas la première analyse des conditions concrètes dans lesquelles ce « il faut » aura à se mouvoir. Disons-le tout de suite, elles sont adverses. En fait même : hostiles.

Les Castors Juniors de 2022

Des pour qui le problème n'existe même pas comme une possibilité d'inconvénient, ce sont les gens de partis « de gauche », excités comme poux dans la paille fraîche à l'idée de 2022, collés à Skype ou à Zoom pour un grand « brainstorming » sympa. Objectif : « le retour de la gauche (dont-les-idées-triomphe) ». « Les gars et les filles, voilà ce qu'on va faire : on va faire un chouette remue-méninge, tiens un Festival des idées où on se retrouvera tous, après on aura un programme, on trouvera un candidat, on sera tous unis autour de lui, du coup on va gagner les élections, et après, le monde, il sera plus comme avant ». Une vraie farandole — ils sont trop mignons.

Sans surprise tous les organes du réformisme-démocratique poussent déjà à la roue avec le fol espoir de refaire un tas présentable avec les débris du PS, de liquider comme en 2017 la possibilité Mélenchon parce que, ça va sans dire, la gauche ne peut pas être europhobe et souverainiste, peut-être même donner la seconde chance qu'il mérite à Benoît Hamon, un

ticket avec Yannick Jadot pour une belle alternative écologiste et solidaire, ou Julien Bayou, tiens, qui est *jeune*, ce serait formidable — une femme ce serait très bien aussi mais Sandra Regol est [embêtée](#) car « le mot “gauche” continue de [la] gêner » (c’est compréhensible). S’il le faut on ira chercher Christiane Taubira dont l’humanisme et le don de poésie ramèneront d’un coup l’union des gauches plurielles et le capitalisme à la raison.

Cul des ronces, sorti on n’est pas — dirait Yoda.

Une [tribune](#) bien dans cet esprit (positif) rappelle ce précédent de « L’an 01 », qui déjà en 1971 voyait le grand dérèglement, se proposait de tout arrêter pour tout réfléchir à nouveau. Et, déplorent les signataires cinquante ans plus tard, sans que rien n’ait été arrêté, rien réfléchi, et que tout soit pire. La question qui normalement devrait les étreindre s’ensuit pourtant logiquement : par quel miracle quoi que ce soit devrait-il changer d’ici cinquante nouvelles années ? (ici, on ne sait pas pourquoi, on pense irrésistiblement à « l’Europe sociale et démocratique »).

Or la réponse est très simple : parce qu’il y a « du monde » en face. Certes, un tout petit monde, mais très resserré, très coordonné, et très déterminé — à ne rien changer du tout. Le délié du doigt fourré avec lequel les patrons de Total, de la BNP et de tant d’autres ont envoyé le gouvernement se faire voir chez Plumeau à propos des dividendes de l’année gagnerait, par exemple, être pris en considération — s’il étonne encore quiconque. Voilà ce que ces gens se permettent *au cœur de l’épidémie*. On imagine « après ».

On aura sans doute — on a déjà — l’occasion de rire beaucoup avec les « contreparties » des aides d’État qui ne manqueront pas de tomber, et bien épaisses. La condition de non-fricotage dans les paradis fiscaux, bien sûr c’était pour rire — elle a d’ailleurs vécu ce que vivent les amendements, l’espace d’un matin. Celle de correction environnementale minimale a dû susciter une hilarité plus grande si c’était possible — et puis quoi encore ?

Cependant, tout bien considéré, Roux de Bézieux, lui, n’est pas de ceux qui ne veulent *rien* changer : par exemple les 35 heures et les congés payés, il est très partisan du changement, « et que ça saute ! » Tout le monde se la raconte en technicolor avec la démondialisation et la relocalisation des chaînes de valeur. Mais c’est une fable pour enfants en bas âge. Que le gouvernement décide pour l’avenir de s’épargner les humiliations d’aujourd’hui et rapatrie masques, respirateurs plus quelques médicaments, sans doute. Que les entreprises pèsent le risque géopolitique (elles le faisaient déjà) ou, maintenant, géosanitaire là où elles ont leurs billes de sous-traitance, probablement aussi. Mais s’imaginer que le capital sous pouvoir actionnarial renoncera à des coûts salariaux de 100 \$ / mois au Vietnam (la Chine, c’est devenu i-na-bor-dable !), et bientôt de 20 \$ en Afrique qui piaffe à la porte de la mondialisation, c’est se raconter des histoires en couleurs. Le comble étant bien sûr de se figurer que les nullités criminelles au pouvoir pourraient manifester la moindre velléité de faire changer quoi ce soit. Macron jure qu’il va « se réinventer », ça doit bien être la troisième fois, et célèbre aussitôt sa réinvention en passant un costume trois pièces de banquier et des boutons de manchette nacrés pour nous raconter sa fête « des travailleurs et des travailleuses ».

Ceux qui s’imaginent qu’« après, tout sera différent » doivent croire très fort aux pouvoirs de la fée Clochette. Parce que les tendances spontanément à l’œuvre nous avertissent plutôt que, sauf action de déraillement organisé, « après » sera pareil en pire.

« Soit un gouvernement de gauche... »

Mais déraillement qui ? ou déraillement quoi ? Le ticket Hamon-Jadot joue au petit train, il ne faudra pas leur en demander davantage. Christiane Taubira nous fera une ou deux strophes, ça ne suffira pas non plus. Quand la réalité est décevante, il y a toujours le recours de s'échapper dans l'imagination. D'un côté, c'est un peu infantile, de l'autre ça fait des expériences de pensée intéressantes. Soit, donc, l'hypothèse de la sortie électorale, et puis celle d'un gouvernement de gauche miraculeusement élu un peu décidé, c'est-à-dire avec des projets ferroviaires *sérieux*, entendre : même pas seulement faire dérailler, mais poser les aiguillages autrement. Question : que se passe-t-il ?

Réponse : il se passe une *vérification*. La vérification d'une certaine impossibilité. L'impossibilité, c'est celle opposée par le capital qui, en quarante ans, a tellement conquis, tellement pris l'habitude *d'exiger* et *d'obtenir*, tellement régné sans partage, et surtout installé si profondément les structures de son règne — la financiarisation, le libre-échange, les délocalisations — qu'il n'existe pas pour lui la moindre raison sérieuse d'abandonner quoi que ce soit. Et en effet : quand on a si méthodiquement installé les conditions de son emprise, par quelle sorte de miracle humaniste renoncerait-on à l'exercer ? Tant la concurrence instituée à l'échelle internationale par l'OMC et l'UE que le primat de la valeur actionnariale imposé dans les marchés de titres déréglementés déterminent les courses successives vers l'Europe centrale, la Chine, le Vietnam, l'Afrique. Les délocalisations ne sont que l'exercice de ces possibilités, la satisfaction joyeuse des impératifs institués de la compétitivité et de la rentabilité. Et aussi la sanction exemplaire des corps sociaux qui refusent de s'ajuster autant qu'il le faudrait. Vous vous accrochez à votre code du travail, à votre SMIC et à votre protection sociale ? Chaque fois que vous résisterez, nous vous briserons un peu plus. Puisque, par les latitudes de mouvement que nous nous sommes aménagées, nous en avons *les moyens*.

Le capital qui s'est créé une telle position, et qui s'y est bien installé, ne cessant d'ailleurs de s'efforcer pour l'élargir davantage, ne laissera pas défaire ses acquis sociaux à lui. Il ne voit plus l'intérêt de *transacter* — pour cette simple et bonne raison que le pouvoir qu'il a conquis l'autorise à *ne plus le faire*. On transacte quand on n'a pas tous les moyens d'imposer unilatéralement sa volonté — mais quand on les a ? Or il les a. De là que tout ce qui pourrait ressembler à une négociation réelle, à un compromis sérieux, c'est-à-dire portant sur des questions autres que d'ajustements secondaires, ait complètement disparu du paysage social, disparition d'ailleurs entérinée par le vocabulaire Potemkine des gouvernements-relais, qui ne connaît plus que les « concertations », voire les « consultations ». Après quatre décennies de « progrès » ininterrompu, on n'obtiendra plus rien du capital.

L'espace « intermédiaire » du compromis négocié était le lieu de la social-démocratie et de toutes ses institutions. Cet espace fermé par les conquêtes stratégiques du capital, ironiquement impulsées par la social-démocratie même, à qui l'on doit aussi bien la financiarisation, la concurrence européenne et le libre-échange international, il s'ensuit que syndicats réformistes et partis socialistes en peau de lapin sont logiquement tombés dans le trou qu'ils avaient si bien creusé. Sur la scène de l'histoire, il n'y a plus de place pour les acteurs qui s'étaient donné pour mission « d'obtenir quelque chose du capital » après qu'ils l'aient armé des moyens de ne plus rien lâcher. Alors ils disparaissent. Seul un effet de persistance rétinienne, ou d'inertie façon bip-bip le coyote, peut faire croire qu'ils existent encore — mais ne restent en réalité que des bâtiments, vides de tout contenu politique. Et encore : Solférino a bien mis la clé sous la porte. On ne parlera pas de la CFDT, antenne

factice du syndicat patronal. Mais Montreuil ? Combat perdu après combat perdu, la CGT n'en finit pas de revérifier l'évanouissement de sa position de syndicalisme revendicatif *au niveau macrosocial* (au niveau des entreprises, évidemment c'est autre chose) quand il n'y a plus rien à obtenir — et de n'en tirer aucune leçon.

Ce que valent les mandats de la « démocratie »

Là-dessus, voici donc notre gouvernement de gauche, par hypothèse « déterminé », qui s'avance. Il a reçu l'onction des urnes, posé un programme clair : protectionnisme, réglementation environnementale contraignante, relèvement des impôts, annulation des baisses de charges, redressement des services publics, nationalisations, reprise en main des orientations du crédit. Mais surtout, à l'inverse du Festival des idées qui se récrie d'effroi à l'idée de porter la main aux traités européens — horreur du repli et de la frilosité —, lui, fait la précédente analyse (c'est dans l'hypothèse de notre expérience de pensée), et se donne, précisément, pour projet de refaire les structures, puisque le pouvoir inexpugnable du capital doit tout à leur configuration d'à-présent. Refaire les structures, c'est rouvrir l'espace intermédiaire, celui dans lequel le salariat, à armes un peu moins inégales, peut espérer mener des combats qui ne soient pas totalement sans espoir. Et le corps électoral, dans sa majorité, a dit oui à tout ça. Notre gouvernement a mandat.

Alors il va découvrir ce que valent vraiment les mandats de la « démocratie ». Car au moment où il arrive au pouvoir, les structures qu'il a pour projet de transformer, sont là. Or ces structures déterminent deux sortes de moyens à l'usage du capital : les moyens, en temps ordinaires, de ne rien céder de substantiel au salariat ; et les moyens de rang supérieur de mettre en échec toutes les tentatives de transformer les structures. En somme, la structure générale de la mondialisation néolibérale peut travailler à la fois à ses opérations ordinaires de discipline salariale *et à son auto-défense*.

En fait le gouvernement-de-gauche-déter n'aura même pas à attendre de prendre ses fonctions pour s'en apercevoir. Dans la structure générale qu'il se propose de combattre, il y a une force de repréailles préemptives foudroyante, c'est la finance. Car le gouvernement déter-tout-ça, la finance l'aura vu venir de loin. Du moment où l'hypothèse de son succès électoral commencera à prendre consistance, elle sortira les armes. Une seule en fait, mais décisive : le taux d'intérêt. Quand marché pas content, lui toujours faire ainsi : il vend les titres de la dette souveraine, fait baisser ses cours, donc monter ses taux d'intérêt. Mais cette fois, ce sera en tempête. C'est qu'un gouvernement qui s'en prend aux structures de la financiarisation, s'en prend aux moyens par lesquels les marchés disciplinent les gouvernements — c'est-à-dire les tiennent à des politiques publiques parfaitement respectueuses de leurs intérêts de créanciers : pas d'inflation (pour ne pas dévaloriser les patrimoines), pas de déficit (pour ne pas laisser croître une dette sur laquelle il pourrait y avoir défaut), déréglementation du travail et concurrence commerciale pour imposer les exigences de la rentabilité.

Bref, s'en prendre aux structures de la finance, c'est s'en prendre aux structures du pouvoir de la finance. Énorme surprise : la finance ne laissera pas faire. Sa réponse sera à la mesure de la menace anticipée. Si celle-ci est sérieuse, celle-là sera furieuse. Des ventes massives de la dette souveraine peuvent entraîner les taux d'intérêt très (très) haut. Mais alors tout le reste de la politique économique de notre gouvernement est défait... avant même d'avoir pu être mis en œuvre : la charge de la dette s'élève dans de telles proportions qu'au mieux elle évince les autres dépenses publiques et prive la politique budgétaire de toute marge de manœuvre, au

pire elle amène en un clin d'oeil l'État au seuil du défaut. La politique « progressiste-déter » est annihilée sans avoir seulement eu le temps de voir le jour.

Il faut alors imaginer le concert médiatique, l'égout de l'information continue en plein débordement, la noria des fulminants. Pour fixer les idées, on se souviendra qu'en 1983, la presse s'était mise en auto-ébullition avec la « faillite du gouvernement socialo-communiste » pour 3,2 % de déficit budgétaire — on voit d'ici le massacre. Le pire étant dans cette affaire que la finance dispose de ce diabolique pouvoir de se donner raison à elle-même puisque, créant les conditions de la mise en échec, elle... met en échec, et donne alors à qui veut tous les motifs de triompher : « c'est un échec ! ». En l'occurrence le seul échec véritable est celui de n'avoir pas su plaire aux marchés. Mais cet échec-là n'a rien à voir avec les propriétés objectives de la politique économique en question — comme on le voit logiquement à ceci qu'elles n'auront même pas eu le temps de produire leur premier effet avant d'être emportées par la furie spéculative.

Il ne faudra pas trop compter sur BFM, France 2 et France Inter pour apercevoir ce genre de subtilité : « on vous l'avait bien dit ». Et il le faudra d'autant moins qu'ici la haine médiatique de classes, dont on a déjà assez vu quel libre cours elle pouvait se donner [pendant les « gilets jaunes »](#), ne se sentira plus aucune limite : un gouvernement porté par le populo, attaché à la défense de ses intérêts à lui davantage qu'à ceux des ruisseurs, tournant si ostensiblement le dos aux prescriptions des répétiteurs autorisés, ne peut être par soi qu'une infamie, et le plus vite on en finira avec lui, le mieux.

Pendant ce temps, l'UE aux cent coups, admonestations en tous sens : la Commission fait des communiqués, la BCE menace de ne plus racheter la dette française (et, par-là, de parfaire les conditions d'adversité déjà créées par les marchés), les exhortations allemandes, les sarcasmes de *The Economist*, *Le Monde* préoccupé à sa « une » qu'on pourrait faire le choix du repli national. Ce ne sera même plus une campagne : ce sera un tapis de bombes. Médias privés, médias publics — car ici il faut envisager un concept étendu de la presse du capital. Par exemple, de même que la CFDT relève d'un concept étendu de patronat, il n'est pas besoin à la presse du capital étendue [d'être formellement la propriété du capital](#) pour tenir le discours du capital — Léa Salamé et Nicolas Demorand font ça admirablement sur France Inter tous les matins, ils ne seront pas les derniers à glapir à « la banqueroute ». Or, si l'économie commence avec les anticipations des agents économiques, c'est peu dire qu'il y aura comme un « climat ».

Là-dessus, le patronat (formel) apportera sa petite contribution à lui. D'abord bien sûr, [forte participation au manège à tocards](#) sur tous les plateaux télévisuels, concerto de lamentations, comédie du désespoir et des cheveux arrachés, « retenez-moi ou mon talent et moi nous quittons l'URSS », départs effectifs, et bruyamment médiatisés, compteur en temps réel sur BFM des sorties de capitaux et des « cerveaux » (sans rires enregistrés). Ensuite, plus discrètement, mais plus décisivement, mise en panne de l'investissement et de l'embauche, c'est-à-dire grève de la croissance et de l'emploi. Où l'on pourra — sauf dans les médias — mesurer vraiment ce que c'est que *la prise d'otages de la société entière par le capital* : ou bien mes conditions ou bien je vous mets tout en rideau. Disons donc les choses comme elles sont (seront) : sabotage ouvert pour briser aussi vite que possible un gouvernement considéré (à raison...) comme un ennemi de classe.

Et notre bon gouvernement, rendu en ce point où il est invité par toutes les forces du capital à se rouler son « mandat démocratique » en cône, qu'est-ce qu'il lui reste comme possibilités ?

Eh bien deux, et deux seulement. S'affaler — comme fit Tsipras dans une situation comparable. Ou bien passer la seconde.

Rapatrions l'expérience de pensée dans un réel possible et reformulons le problème d'une autre manière : à la lumière des [hypothèses](#) qu'on peut former sur la situation présente. Si la pandémie présente, ses causes et ses suites, ne laissent maintenant plus d'autre choix que d'être anticapitaliste, entre s'affaler et s'avancer laquelle des deux voies choisissons-nous ?

À suivre

Frédéric Lordon